

**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie
relative à l'évolution des règles d'équilibrage sur les réseaux de
transport de gaz au 1er octobre 2016**

Réponses d'ENGIE

Date : 28/07/2016

Question 1 : Partagez-vous le bilan dressé par la CRE des six premiers mois de fonctionnement du système d'équilibrage actuel ? Avez-vous d'autres observations ?

ENGIE partage l'analyse de la CRE qu'il est difficile de conclure sur la base des quelques mois de fonctionnement du nouveau système d'équilibrage.

Il faut souligner le bon fonctionnement des interventions des GRT et la bonne mise à disposition des données nécessaires à l'équilibrage.

Cependant, ENGIE tient à rappeler que l'existence de déséquilibres de fin de journée n'est pas un acte délibéré des expéditeurs, d'autant moins dans un système qui pénalise ce déséquilibre au premier kWh. Ces déséquilibres sont principalement liés à l'aléa de consommation (aucun modèle ne sait prédire parfaitement le comportement des consommateurs, et cet aléa est d'autant moins foisonné que le nombre de fournisseurs augmente), potentiellement conjugué à un aléa de mesure (les déséquilibres de fin de journée étant calculés à partir de données provisoires).

ENGIE note d'ailleurs que les prévisions de consommation de GRTgaz ne sont pas significativement meilleures que les prévisions agrégées des expéditeurs. Ainsi sur le début de l'année 2016 :

- En zone Nord, avant 16h, 2,2% contre 2,9%
- En zone Sud, avant 16h, 2,6% contre 3,0% (source : Smart GRTgaz)

Par ailleurs, en l'absence de données sur la position de déséquilibre en cours de journée de chaque expéditeur, l'état de déséquilibre général du réseau ne donne aucune indication sur l'état de déséquilibre du portefeuille d'un expéditeur. Ce dernier n'a donc aucune incitation à modifier sa position dans un sens ou dans un autre. C'est pourquoi ENGIE a exprimé en Concertation Gaz le souhait de disposer d'un système asymétrique, où l'expéditeur déséquilibré dans le sens du déséquilibre physique serait pénalisé plus que l'expéditeur déséquilibré dans le sens inverse.

ENGIE invite la CRE et les GRT à tenir compte des délais nécessaires à l'adaptation des outils d'équilibrage des expéditeurs au nouveau système. ENGIE a pour sa part engagé des actions d'amélioration de son modèle de prévision de consommations.

C'est pourquoi nous préconisons de faire un nouveau bilan à l'issue de l'hiver 2016/17, et de ne pas modifier les règles d'équilibrage qui viennent d'entrer en vigueur.

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien d'une surcote/décote fixée à +/-2,5% du prix moyen pondéré sur gaz pour la journée gazière considérée, ou préférez-vous, comme le proposent les GRT, la fixer à +/-5% de ce même prix?

ENGIE n'est pas favorable à la proposition des GRT, qui aurait les effets suivants :

- Elle conduirait à augmenter artificiellement le coût des déséquilibres, et à réduire la légère asymétrie existant entre le causer (pénalisé au prix marginal) et le helper (pénalisé au niveau de la décote/surcote).
- Elle pourrait créer de l'instabilité sur le marché d'équilibrage avec des offres qui chercheraient à couvrir la décote/surcote. Les GRT augmenteraient ainsi artificiellement le niveau du spread bid-ask aux PEGs et pourraient ainsi freiner la liquidité du marché within-day et à la décorréliser du reste de la courbe.

L'augmentation de la décote/surcote serait donc inefficace voire contre-productive.

De surcroît, toute modification des règles relative à la pénalisation des déséquilibres apparaît prématurée, compte tenu du faible retour d'expérience sur le dispositif en vigueur comme indiqué dans la réponse à la question 1 ci-dessus.

Question 3 : Etes-vous favorable à l'étude d'une surcote/décote en valeur absolue ?

ENGIE reste sceptique quant à l'intérêt d'une décote/surcote en valeur absolue. Elle pourrait inciter à un comportement spéculatif du marché (arbitrage sur les spreads bid/ask).

Question 4 : Etes-vous favorable à l'évolution du mode d'intervention proposé par GRTgaz, consistant à lui accorder davantage de latitude quant aux horaires et à la durée de ses créneaux d'intervention sur les produits notionnels ?

ENGIE est favorable à l'ouverture de fenêtres supplémentaires d'intervention, mais considère néanmoins primordial que le nombre, l'heure et la durée des fenêtres d'intervention soient parfaitement connus à l'avance des acteurs de marché afin de garantir la transparence du dispositif et de donner un maximum de visibilité aux acteurs. En outre, ces fenêtres concentrent la liquidité sur certaines heures de la journée, ce qui a 2 effets positifs : les expéditeurs sont incités à se rééquilibrer par le marché d'une part, les GRT trouvent des contreparties participant au rééquilibrage du système d'autre part.

Question 5 : Etes-vous favorable aux nouveaux seuils d'intervention proposés par TIGF ?

ENGIE est favorable à l'ajustement des seuils aux flexibilités réelles du réseau.

Question 6 : Etes-vous favorable à ce que TIGF ait recours à un robot pour acheter ou vendre du gaz sur les marchés de gros, pour combler ses besoins d'équilibrage ?
Question 7 : Etes-vous favorable à ce que TIGF intervienne sur les marchés au titre de l'équilibrage hors heures ouvrées?

ENGIE est favorable à cette évolution, en particulier à l'augmentation des interventions de TIGF hors heures ouvrées.

Question 8 : Etes-vous favorable à la poursuite de l'expérimentation portant sur l'utilisation des produits localisés pour l'équilibrage de GRTgaz jusqu'à la création d'une place de marché unique (novembre 2018) ?

ENGIE est favorable à la poursuite de l'expérimentation sur l'utilisation de produits localisés. ENGIE s'étonne que malgré le constat d'un nombre de jours important terminant en déséquilibre, ces produits n'aient pas été sollicités plus souvent.

ENGIE considère que le recours aux produits localisés est exagérément contraint (après au moins deux interventions sur le produit notionnel, sur une seule fenêtre de fin de journée), ce que n'exige pas le code de réseau européen sur l'équilibrage. Nous préconisons d'étendre les possibilités de recours aux produits localisés, dès que le recours aux produits notionnels s'est avéré insuffisant sur une intervention.

Par ailleurs, ENGIE souhaite que la règle de non-renomination s'applique sur un pool de points et non sur un seul point. Ainsi, tout en respectant son engagement sur le pool de points et donc le besoin de GRTgaz, l'expéditeur pourrait modifier son programme au sein des différents points du pool.

Question 9 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il serait prématuré de recourir à des produits localisés pour l'équilibrage, le lendemain d'une journée tendue, lorsque le GRT n'est pas parvenu à rétablir le système dans ses limites d'opération (zone vert foncée), ou êtes-vous favorable à la proposition de GRTgaz ?

ENGIE constate que les règles d'équilibrage en France ne permettent pas de régler le cas des déséquilibres physiques en fin de journée. En effet, les obligations d'équilibrage des expéditeurs repartent à zéro à chaque journée gazière. Ainsi des déséquilibres physiques peuvent se creuser, sans qu'aucun acteur du marché ne soit incité à les résorber.

La proposition de GRTgaz ne nous semble pas être le moyen le plus efficace pour limiter l'occurrence et les conséquences de forts déséquilibres physiques en fin de journée.

ENGIE formule les propositions suivantes, qui nous semblent répondre plus efficacement au problème soulevé :

- Un recours étendu aux produits localisés¹ en cours de journée et jusqu'à la fin de la journée gazière, pour résoudre les déséquilibres du jour J, serait de nature à réduire les déséquilibres de fin de journée. Cette proposition est compatible avec le code de réseau européen sur l'équilibrage ;
- Un appel d'offres systématique en début de journée J+1, non comptabilisé dans le calcul du prix marginal de J+1, permettrait de remettre à zéro le déséquilibre physique, en cohérence avec la remise à zéro des déséquilibres de chaque expéditeur. L'opérateur de la zone d'équilibrage Belgique-Luxembourg a mis en œuvre un tel système.

¹ Avec une adaptation de la règle de non-renomination, cf. notre réponse à la question 8.

Question 10 : Etes-vous favorable à la création d'un indicateur quotidien d'en-cours d'équilibrage, défini comme le niveau d'entame de la garantie financière théorique d'un expéditeur ?

Question 11 : Etes-vous favorable aux propositions des GRT concernant les niveaux des seuils d'entame de la garantie financière, et aux actions que les GRT proposent d'y associer ?

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la proposition de TIGF lorsque l'en-cours dépasse 100% ?

Question 13 : Etes-vous favorable aux évolutions proposées des modalités de calcul des garanties de paiement ?

ENGIE tient à féliciter les GRT pour le travail mené sur le sujet de la sécurisation financière dans le cadre de la Concertation Gaz.

ENGIE est favorable à l'ensemble des mesures qui font l'objet des questions 10, 11 et 13, et se range à la proposition de la CRE concernant la question 12.

Question 14 : Etes-vous favorable à la modification de la fréquence d'attribution du segment servant à la répartition des déséquilibres au sein de la place de marché TRS telle que proposée par les GRT?

ENGIE est favorable à cette proposition.